

*Fait à Paris,
Le 20 juillet 2018*

David Belliard,
Président du groupe écologiste de Paris

Emmanuel Macron,
Président de la République française

Palais de l'Élysée – Présidence de la République
55 Rue du Faubourg Saint-Honoré
75008 Paris

Monsieur le Président de la République,

Un de vos proches collaborateurs, Alexandre Benalla a été ce jour placé en garde à vue pour quatre chefs d'inculpation : violences en réunion par personne chargée d'une mission de service public, usurpation de fonctions, port illégal d'insignes réservés à l'autorité publique et complicité de détournement d'images issues d'un système de vidéosurveillance, suite à des actes perpétrés lors des manifestations du 1er mai dernier à Paris.

Alors que vous et vos services aviez connaissance de l'affaire dès le lendemain des faits, il est inconcevable que vous attendiez que les médias, les élu.e.s et les Français.e.s s'indignent pour enfin prendre des mesures à la hauteur des agissements d'Alexandre Benalla. Comment avez-vous pu imaginer que 15 jours de mise à pied sans salaire soit une réponse appropriée ?

Outre l'apparente incapacité de vos services à gérer les agissements de vos collaborateurs lorsque ces derniers sont en opération sur le terrain, se pose également la question de la probité de votre entourage. Selon les informations données dans la presse, c'est votre directeur de cabinet, le préfet Patrick Strzoda qui a donné l'autorisation à Alexandre Benalla d'accompagner les forces de l'ordre le 1er mai. Lui-même, le Préfet de Police Michel Delpuech, et le Ministre de l'intérieur Gérard Collomb auraient été mis au courant des faits de violence et d'usurpation dès le lendemain. Pourtant, aucun d'entre eux n'a jugé utile de saisir la justice comme l'oblige l'article 40 du Code de Procédure Pénale. C'est un manquement grave à l'éthique qui ne peut avoir sa place à la tête de l'État et qui affaiblit notre démocratie.

Le 3 mai dernier, en séance du Conseil de Paris, notre groupe avait interpellé le Préfet de Police sur la gestion des événements du 1er mai par les forces de l'ordre. Dans une longue réponse, il nous avait dit être satisfait et qu'il n'y avait selon lui pas de faits majeurs à déplorer. Propos qu'il a réitéré devant les élu.e.s membres de la 3ème commission du Conseil de Paris lors d'une réunion dédiée le 25 juin dernier.

Pourtant, depuis 48h nous savons que Michel Delpuech a menti par omission devant les 163 élu.e.s du Conseil de Paris. Là encore, il s'agit d'un manquement grave dans la mission de ce représentant de l'État. Et qui pose nombre de questions : comment dans ces conditions pouvons-nous continuer à travailler ensemble ? Pourquoi ce mensonge a-t-il eu lieu ? Est-ce à l'initiative de la Préfecture de Police, du Ministère de l'Intérieur, de votre cabinet ? Et s'il y a eu omission sur ce sujet, est-ce également le cas sur d'autres ?

Nous nous retrouvons aujourd'hui face à une profonde rupture de confiance envers l'État et ses représentant.e.s, comme les Français.e.s qui suivent cette affaire, médusé.e.s.

Aujourd'hui, c'est votre collaborateur Alexandre Benalla qui se trouve confronté à la justice mais demain, comment s'appelleront ceux qui auront usurpé les insignes de la police et outrepasser leurs responsabilités ? Le Préfet de Police de Paris, Michel Delpuech, votre directeur de cabinet Patrick Strzoda et le Ministre de l'intérieur Gérard Collomb ont manifestement leur part de responsabilité dans cette affaire. Ils ne sont plus aujourd'hui en mesure d'assurer leur rôle, la rupture de confiance est complète. Ils doivent répondre publiquement de leur part de responsabilité, en tirer les conséquences donc démissionner de leur fonction.

Par ailleurs, les informations données aux élu.e.s en Conseil de Paris par Michel Delpuech relatives à la manifestation du 1er mai et à sa gestion par les forces de l'ordre apparaissent désormais comme tronquées ou erronées. Par conséquent, nous vous demandons qu'un représentant du gouvernement, missionné pour dire la vérité, vienne s'exprimer devant le Conseil de Paris pour lever les zones d'ombres.

Dans l'attente de réponses de votre part, nous restons à votre disposition. Nous vous prions d'agréer l'expression de notre considération distinguée.

David Belliard

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Belliard', written in a cursive style.

Copies envoyées à : Michel Delpuech, Préfet de Police ; Patrick Strzoda, directeur de cabinet du Président de la République ; Gérard Collomb, Ministre de l'Intérieur.